

La Politique de la France

Dominique de Villepin à la réunion annuelle des ambassadeurs

" Face à l'urgence, une tâche immense nous revient : un devoir d'action, d'innovation.."

Avant de commencer, je vous propose d'observer une minute de silence, en hommage à Sergio Vieira de Mello, à son courage, à son dévouement au service de la paix ainsi qu'à tous ceux qui ont péri dans le tragique attentat contre le siège des Nations unies à Bagdad. Je voudrais aussi y associer la mémoire de nos deux soldats frappés il y a quelques jours en Côte d'Ivoire.

Chaque jour, le monde révèle davantage sa fragilité. Cet été encore, les attentats ont ponctué l'actualité. Face à l'urgence, une tâche immense nous revient : un devoir d'action, d'innovation. Non pour rapiécer ou colmater des cadres anciens qui s'effritent mais pour bâtir un nouveau monde, fonder un nouvel ordre.

Notre temps est écartelé entre des menaces qui se multiplient et une opportunité historique : celle, pour la communauté internationale, de trouver enfin son unité. Une vision moderne s'affirme, fondée sur la responsabilité collective et la démocratie mondiale. Une nouvelle organisation du monde se dessine, dont l'Europe a vocation à être l'un des piliers fondateurs : à nous de lui en donner la volonté et les moyens.

Mais notre temps est aussi celui de l'épreuve et de la violence. Des attentats sanglants frappent à Casablanca, Djakarta, Bagdad, Kaboul, Jérusalem ou Bombay. Les symboles déchirés, les idéaux piétinés, comme à Bagdad voici quelques jours, décuplent la souffrance des hommes et des femmes marqués dans leur chair, le désespoir des familles brisées. La haine aveugle peut s'abattre partout.

Cela, nous ne pouvons pas nous y résigner. Le défi terroriste n'est pas celui d'un Etat ou d'un autre, mais de la communauté internationale tout entière. Pas d'obligation plus urgente, plus impérieuse pour elle, que l'éradication de ce fléau : il s'agit d'une exigence morale autant que du besoin essentiel de sécurité. Le monde ne peut accepter cet ultimatum de l'absurde et de la haine.

La tâche est d'autant plus nécessaire que la prolifération des armes de destruction massive et les crises régionales ouvrent des brèches dans lesquelles les organisations terroristes peuvent s'engouffrer. Nous pressentons que les trafics qui en résultent pourraient un jour être détournés au profit de groupes terroristes. Nous savons qu'en Irak des individus profitent du désordre actuel pour s'infiltrer et perpétrer leurs actes meurtriers. Cet exemple, s'agissant d'un pays où les groupes terroristes n'ont pas eu véritablement prise par le passé, souligne la nature profondément "opportuniste" du terrorisme dans sa capacité à s'installer et à prospérer dans les zones menacées de destruction et de chaos.

D'un bout à l'autre de la planète, ces crises et ces menaces obéissent à des lois similaires, qui en aggravent les répercussions : l'interdépendance, car les événements qui se déroulent à Haïfa, à Bassorah ou à Srinagar trouvent par des voies souterraines un écho dans d'autres régions du monde et sur d'autres continents ; la durée, qui avive les frustrations de populations poussées au désespoir ; la violence, avec son cycle d'attaques et de représailles que rien ne semble devoir arrêter.

Les menaces se jouent des frontières, qu'enjambent les routes de la drogue et des trafics d'armes, les flux financiers illégaux, les réseaux informatiques qui diffusent des messages d'intolérance. Le crime organisé, les atteintes à l'environnement, les épidémies traversent la planète. Comment engager la lutte contre des forces mal identifiées sachant tirer profit de la fluidité du monde ?

Face à ces dangers, il faut se garder de deux impasses.

La première est celle du fatalisme devant un monde incontrôlable : diagnostiquer plus que vouloir, craindre plutôt qu'agir. Bien sûr, aucun Etat ni coalition n'est désormais capable d'assurer l'ordre et de maintenir la paix. L'action collective peut seule remplir le vide stratégique qu'a laissé

la fin de l'affrontement des blocs. La France entend y prendre toute sa part, y compris sur le plan militaire. En témoigne notre engagement en Afghanistan, dans les Balkans, en République démocratique du Congo ou en Côte d'Ivoire.

Deuxième impasse : celle de la confrontation, qui risque de nous conduire à de terribles ruptures. Face au choc et à l'ampleur des menaces, la force apparaît souvent tentante. Elle peut se justifier si la sécurité collective ou l'urgence humanitaire l'exigent. Mais elle ne saurait être qu'un dernier recours, lorsque toutes les autres solutions sont épuisées et que la communauté internationale, à travers le Conseil de sécurité, en décide ainsi.

Parce qu'elle a acquis au cours des dernières années une dimension stratégique, la menace terroriste appelle une réponse globale. Il s'agit de la combattre de front, par tous les moyens à notre disposition : militaires, policiers, judiciaires, financiers et de renseignement. Il s'agit ensuite de lutter contre les fléaux dont se nourrit le terrorisme, des crises régionales à la grande pauvreté. Car le terrorisme prolifère sur la multiplication des abcès du monde. Il prend appui sur le sentiment d'injustice, d'humiliation et d'incompréhension. C'est pourquoi il ne peut y avoir de solution durable sans une action résolue contre ces foyers de crise, et un dialogue exigeant et courageux entre les parties concernées. A long terme, il n'y a pas de rempart plus solide contre le fanatisme qu'un véritable partage entre les peuples et les religions.

C'est toute la complexité du monde où s'affirment les identités qu'il faut appréhender avec des méthodes nouvelles. Ces aspirations identitaires répondent à la mondialisation, qui favorise l'uniformisation des cultures et des comportements. Elles peuvent à chaque instant se cristalliser pour entrer en confrontation les unes avec les autres. Les paramètres culturels et religieux sont aujourd'hui au cœur des rapports internationaux au même titre que les facteurs traditionnels de la puissance, démographique, militaire, économique ou technologique.

Le fondamentalisme islamique appelle une vigilance particulière. Jouant des peurs, du désespoir, des frustrations, semant la violence, l'islamisme radical touche le Moyen-Orient comme l'Asie du Sud ou de l'Est, certaines parties de l'Afrique comme les grandes villes d'Europe. Conjuguant le rejet de l'Occident, le ressentiment face aux injustices politiques ou économiques, l'invocation de la stricte lettre religieuse et l'exaltation du sacrifice, il jette un trouble délétère dans des consciences inquiètes, mécontentes, angoissées.

La première victime en est le monde musulman. D'abord parce qu'il constitue l'une des cibles prioritaires du terrorisme. Les coups s'égrènent, du Maroc à la Tunisie, de l'Arabie Saoudite à l'Indonésie. Ensuite, parce que l'Islam lui-même est visé : l'Islam de la mesure, de l'ouverture et de la diversité. L'Islam aux pratiques diverses, aux réalités complexes, aux interrogations foisonnantes, qui se situe aux antipodes des certitudes arrogantes du fondamentalisme. Et avec lui c'est l'aspiration légitime de tous les musulmans à la pratique pacifique de leur culte qui se trouve menacée. Il revient à l'ensemble des Musulmans de prendre la parole pour faire taire cette haine qu'on voudrait préférer en son nom. Il appartient aux Européens, que les liens de la géographie, de l'Histoire et de la culture rapprochent du monde arabo-musulman, de montrer le chemin du dialogue et de la compréhension.

La crise irakienne illustre bien l'ampleur des risques, véritable épreuve pour l'ensemble de la communauté internationale.

Au cœur d'une région de fracture stratégique et culturelle, l'action de la coalition se heurte à la multiplication des actes terroristes, tandis que le peuple irakien désespère de prendre en main son destin. Cette instabilité est grosse de nouveaux dangers : le terrorisme, bien sûr, mais aussi l'anarchie qui menace et les tensions ethniques, confessionnelles, qui s'exacerbent, au risque de faire basculer une région fragile.

Il est temps d'avancer résolument dans une logique de souveraineté pour l'Irak. Il ne suffit pas de déployer plus de troupes, plus de moyens techniques et financiers. Un véritable changement d'approche s'impose. Il faut sortir de l'ambiguïté, transférer les responsabilités et permettre aux Irakiens d'assurer tout le rôle qui leur revient dans les meilleurs délais. Il est essentiel de mettre en place, à partir du conseil de gouvernement intérimaire, un véritable gouvernement provisoire dont la légitimité sera renforcée par les Nations unies et bénéficiera de l'appui des pays de la région ; il faudra également prévoir, d'ici la fin de l'année, l'élection d'une assemblée constituante. Une résolution du Conseil de sécurité doit fixer ce nouveau cadre avec le soutien de l'ensemble de la communauté internationale, condition d'une sécurisation et d'une reconstruction efficaces. Le retour à l'ordre public sera d'autant mieux garanti que les différentes

composantes du peuple irakien pourront s'engager dans la voie du dialogue et de la compréhension, afin de définir un modèle politique d'organisation régionale qui tienne compte de la diversité irakienne.

Ce changement de logique doit-il aussi s'appliquer au domaine de la sécurité en Irak ? Il appartiendra à la communauté internationale d'en décider à partir des demandes des autorités irakiennes. Pour notre pays, les dispositions qui seront éventuellement prises ne peuvent être simplement l'élargissement ou l'ajustement des forces d'occupation actuelles. Il s'agira de mettre en place une véritable force internationale sous mandat du Conseil de sécurité des Nations unies.

La même exigence, la même urgence s'imposent au Proche-Orient. L'engrenage de la violence a repris, brisant l'espoir qui s'était fait jour. Nous devons renverser cette spirale tragique. Comme en Irak, seules l'accélération du calendrier, pour aller plus vite que l'extrémisme, et la recherche d'une véritable solution aux problèmes de fond permettront de progresser. Si nous voulons que le processus de paix réussisse, unissons tous les efforts, membres du Quartet comme parties au conflit ou pays de la région, pour amplifier l'élan donné par l'adoption de la Feuille de route. Pour cela, une conférence peut rendre irréversible l'engagement pour la paix et envisager concrètement l'hypothèse d'une présence internationale de sécurité sur le terrain. Il faut également appuyer l'organisation d'élections palestiniennes dès que les conditions en seront réunies.

Sur le terrain, Israéliens et Palestiniens ont à lancer des gestes forts pour marquer leur volonté de paix. Il appartient aux Palestiniens de tout faire pour arrêter les attentats. Il est nécessaire que les Israéliens se retirent des territoires, libèrent les prisonniers et lèvent les bouclages. Il faut aussi avancer sur les volets israélo-syrien et israélo-libanais, figés depuis plus de trois ans. La France est prête à y contribuer car nous avons la conviction que la paix dans cette région ne sera durable qu'à condition d'être globale. La France a déjà demandé l'inscription de groupes aux activités terroristes avérées sur la liste de l'Union européenne. Nous ne ferons preuve d'aucune complaisance et resterons particulièrement vigilants sur ce sujet.

Nous abordons une situation géopolitique sans précédent, dont il faut mesurer les implications.

Alors qu'au XIXème siècle les démocraties ne formaient qu'une petite poignée d'Etats minoritaires sur la planète, aujourd'hui les rapports de force sont largement en leur faveur. Par un curieux effet de perspective, le monde paraît plus sombre alors même que se dessinent de nouveaux horizons : depuis les premiers rêves des humanistes de la Renaissance, le chemin parcouru nous offre une occasion rare de construire la paix. Car ces progrès démocratiques éloignent le spectre de la guerre classique : aujourd'hui ce sont les conflits asymétriques, du faible au fort, que nous devons d'abord redouter ; et ils exigent que nous sachions renouveler notre corps de doctrine.

En l'espace de quinze ans, nous avons assisté à un véritable renversement stratégique. Hier, les affrontements entre les blocs s'exprimaient indirectement, sous forme de conflits périphériques. Aujourd'hui, la vraie menace est bien celle d'un conflit ouvert entre le "centre" et la "périphérie". Tout l'enjeu est de ne pas transformer un monde guetté par la marginalisation en un nouveau bloc qui trouverait son unité en s'opposant à l'Occident.

Pour relever ce défi, des points d'appui nouveaux s'offrent à nous. Une conscience s'élève sur tous les continents. Conscience des menaces pour la paix, avec le formidable élan de solidarité né après les attentats du 11 septembre, qui a permis et permet encore l'unité contre le terrorisme. Conscience des dangers économiques également, dans un monde qui ne veut pas être dominé par la toute-puissance du marché. Conscience des risques écologiques, de Bhopâl à Tchernobyl, du naufrage de l'Amoco Cadiz à celui du Prestige. Conscience, finalement, de la nécessité d'agir ensemble face à des menaces mais aussi à des aspirations communes.

Dès lors, la clé du nouveau monde réside dans l'unité de la communauté internationale. L'irruption des opinions publiques sur la scène planétaire marque le début d'une nouvelle ère : désormais le monde forme une totalité ; il ne saurait être divisé par les calculs obscurs des puissances. Nous pouvons aujourd'hui bâtir un ordre reposant sur une morale, sur des idéaux, sur des valeurs.

La France entend porter ces espoirs. Elle incarne une vision originale et volontaire, fondée

sur trois objectifs : la primauté du politique ; l'exigence d'action inspirée par les principes de solidarité, de justice et de respect de l'autre ; la nécessité, enfin, d'un ordre international basé sur la responsabilité collective.

La primauté du politique, d'abord. Nous ne voulons pas d'un monde otage de la valeur marchande ou de logiques purement sécuritaires. Aujourd'hui, les affaires étrangères figurent au centre de toute action politique, puisque la planète forme un ensemble vivant dont l'évolution a des effets au cœur même de chacune de nos sociétés : la paix au Proche-Orient, l'avenir de l'Irak comme le développement économique en Afrique ou l'épidémie du SRAS en Chine se propagent en ondes de choc jusque dans le foyer de chacun de nos citoyens.

Le principe d'action, ensuite. Face à un monde dangereux, en proie à des mécanismes qui le déstabilisent chaque jour davantage, notre diplomatie entend changer la donne. La France ne peut s'accommoder du statu quo si celui-ci signifie l'injustice, l'oppression ou la loi de la jungle. L'équilibre, l'ordre et la stabilité ne valent que s'ils sont placés au service d'une exigence démocratique.

Parce qu'il y a une véritable course de vitesse entre les forces d'unité et de désordre, l'efficacité de l'action internationale implique d'accélérer le mouvement. La technique diplomatique doit s'adapter aux temps nouveaux et savoir aller droit au but. Le monde n'attend pas : face aux menaces qui se lèvent, il faut gagner la bataille de l'urgence pour briser les spirales négatives et fortifier l'élan. L'action de la France repose avant tout sur des principes et des valeurs. Entre le scepticisme qui conduit au renoncement et le manichéisme qui nourrit les guerres de demain, il existe un espace pour la défense de la démocratie, l'affirmation de la liberté individuelle, la solidarité avec les peuples les plus démunis et la justice. L'attachement à la défense des identités, de la culture, de la langue constitue l'une des priorités de notre politique. Je me réjouis du développement de la Francophonie et tiens à souligner la nécessité que la France se donne rapidement les moyens d'une chaîne internationale d'information pour que notre voix puisse se faire mieux et plus entendre dans le monde.

Notre troisième objectif est d'élargir l'action de la communauté internationale afin de construire un ordre mondial fondé sur la responsabilité collective. Chacun le voit bien, en Afghanistan, dans les Balkans, au Liberia : les crises ne trouvent de solution que dans le cadre d'une large concertation régionale, voire mondiale. La responsabilité collective peut seule répondre à la dimension globale des défis.

L'heure n'est donc pas aux demi-mesures : partant de la situation actuelle du monde, c'est un tout nouvel ordre international qu'il faut construire. Kofi Annan l'a rappelé le 30 juillet : les enjeux présents sont trop importants et trop complexes pour qu'un seul Etat puisse y répondre seul. C'est une véritable démocratie mondiale qu'il faut mettre en place.

Aujourd'hui une dynamique nouvelle, positive, est à l'œuvre : celle du regroupement régional. L'Union européenne en constitue sans doute l'exemple le plus achevé. Mais en Asie, en Afrique, en Amérique latine, des évolutions se dessinent dans le même sens. Pourquoi ?

D'abord parce que le partage des souverainetés fournit de nouvelles marges de manœuvre. Dans des domaines qui échappent de plus en plus à la maîtrise des Etats du fait des nouveaux défis horizontaux, de l'environnement à la stabilité financière ou à la sécurité, le partage du pouvoir accroît en réalité l'espace de responsabilité et de légitimité, donc d'action. C'est tout le sens de la démarche, originale et novatrice, de l'Union européenne qui constitue un atout précieux à l'heure de la mondialisation.

Ensuite, parce que les avancées régionales profitent à la démocratie. On l'a vu à travers l'histoire : les progrès démocratiques se font par vagues régionales. Songeons à l'Europe d'après la Seconde guerre mondiale, puis à sa partie méditerranéenne dans les années 1970, ou encore à l'Amérique latine des années 1990. Aujourd'hui, il s'agit de conforter cette convergence entre le fait régional et la démocratie. C'est pourquoi nous encourageons le monde arabe à s'engager dans une double logique de modernisation et de responsabilité régionale, avec les réformes qui s'imposent, notamment en matière de Droits de l'Homme et de démocratie.

Enfin, parce que la coopération régionale est un facteur de paix face aux conflits. Soyons concrets : quels principes opératoires permettent aujourd'hui de ramener la paix dans les régions en crise ? Au cœur de la nouvelle politique africaine de la France, il y a un souci d'efficacité. Les

urgences sur ce continent nous ont conduits à forger des formules opérationnelles reposant sur un triple impératif : l'aide au regroupement régional, l'appui aux médiations africaines et le souci d'une bonne articulation entre les Nations unies et les organisations locales. En Côte d'Ivoire, seuls ces éléments ont permis et peuvent encore permettre d'avancer sur le fragile chemin de la paix. Au Liberia, la CEDEAO a jeté il y a quelques jours les premières bases d'un accord politique, montrant son savoir-faire pour aider à sortir un pays de la crise. Écoutons les leçons de l'expérience : c'est la volonté des pays concernés qui permet de dégager des solutions durables.

Il faut tirer parti de ces nouveaux leviers. Les pôles de coopération régionale se sentent désormais investis de nouvelles responsabilités, et exportent de la stabilité. Ainsi en est-il de l'Europe : dans les Balkans, la perspective d'une intégration au sein de l'Union constitue aujourd'hui un atout pour la paix. Que vaudrait une Europe qui proclamerait des valeurs de liberté et de respect des Droits de l'Homme, mais qui se désintéresserait du sort des pays limitrophes ?

Ces grands pôles n'ont pas vocation à s'équilibrer dans une quelconque paix armée, comme au XIX^{ème} siècle, mais à travailler ensemble. Je tiens à affirmer clairement que la vision française de la multipolarité ne vise en aucun cas à organiser la rivalité ou la concurrence, mais bien la responsabilité, la stabilité et l'initiative. Aujourd'hui dans le monde, bien des problèmes ne sont pas encore suffisamment gérés parce qu'ils relèvent de logiques qui dépassent l'intérêt immédiat des États. Qu'il s'agisse de l'environnement, de la sécurité, de la paix ou du terrorisme, nous avons un intérêt collectif à résoudre les menaces.

La reconnaissance d'une responsabilité mondiale donnera à chaque État davantage de prise sur les grands défis du monde. Nous pouvons déjà mesurer la naissance d'une réelle capacité à nous entendre face aux dangers : le soutien unanime à la Feuille de route pour le processus de paix au Proche-Orient est un signe important de cette conscience nouvelle.

Nous devons mettre en place une véritable démocratie mondiale, à la hauteur des enjeux et de l'impératif d'action qui s'impose à nous. Pour cela, nous devons réformer les Nations unies dans le but de mettre à leur disposition les modes opératoires, les outils et les points d'appui dont elles auront besoin pour pouvoir traiter les problèmes du monde.

D'abord, nous devons avoir un organe de décision pleinement légitime. Il faudra donc vraisemblablement élargir le Conseil de sécurité, tant pour les membres permanents que non permanents, afin de le rendre plus représentatif. Il faudra également réfléchir à la meilleure façon pour le conseil d'exercer ses responsabilités et de faire respecter les valeurs inscrites dans la Charte. Face aux crises, la communauté internationale a besoin de se mobiliser ; elle a besoin de rendez-vous réguliers pour faire avancer les solutions : pourquoi ne pas réunir une fois par mois le Conseil de sécurité dans une formation "Conseil de paix", avec un ordre du jour consacré aux conflits régionaux et une représentation au niveau des ministres ? Pensons aussi à mieux articuler les fonctions respectives de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Conseil économique et social.

Ensuite, il faut doter les Nations unies d'une capacité à agir avec rapidité et efficacité dans tous les domaines-clés. La France demande ainsi l'ouverture d'une réflexion de haut niveau sur les moyens de garantir plus efficacement l'affirmation et le respect des Droits de l'Homme dans le monde. La France souhaite également la création d'un Corps du désarmement, qui serait composé d'inspecteurs permanents, pour répondre aux exigences nouvelles que font apparaître les risques actuels de prolifération, de l'Iran à la Corée du Nord. Ce corps pourrait être à disposition du Secrétaire général des Nations unies, sous l'autorité du Conseil de sécurité. Il est impératif de diminuer nos délais de réaction. Pour cela, nous pourrions utiliser le concept de nation-cadre de manière plus fréquente pour les opérations multinationales militaires ou civiles, ou faire plus souvent appel aux forces des organisations régionales comme on vient d'y recourir au Liberia. Ne cédon pas à l'illusion d'une centralisation excessive : face à l'urgence et à l'ampleur de la tâche, les Nations unies doivent être avant tout pragmatiques, et s'appuyer sur les initiatives régionales ou de groupes d'États, notamment pour les sorties de crise. Dans ce cadre, l'Union européenne pourrait naturellement manifester une disponibilité croissante pour prendre part à ces opérations.

Enfin, il est aujourd'hui essentiel d'avancer vers une mondialisation qui prenne en compte l'exigence d'éthique. Nous ne pouvons pas laisser des mécanismes abstraits tenir lieu de volonté

politique, quand les inégalités s'accroissent entre les peuples et au sein des sociétés. Notre chance est que la France constitue l'un des pays où la conscience est la plus forte des véritables enjeux de la mondialisation, et il faut parvenir à mettre en place une gouvernance mondiale capable de faire entendre l'intérêt général. Faut-il aller jusqu'à créer un Conseil de sécurité économique et social ? En tout état de cause, le pouvoir des institutions spécialisées mériterait d'être renforcé, afin qu'elles puissent dialoguer avec l'Organisation mondiale du commerce dans des domaines d'intérêt collectif : de l'environnement aux précautions alimentaires, de grands débats s'imposent pour construire un monde responsable. C'est à ce prix que nous rendrons le système mondial plus humain et plus démocratique.

L'Europe est au cœur de notre avenir. Elle doit être au centre de notre action.

Qu'est-ce que l'Europe aujourd'hui ? Une réalité contrastée : d'un côté, elle incarne une formidable réussite, unique dans l'histoire, un géant d'un demi-milliard d'hommes, berceau des idéaux de liberté, de tolérance et de fraternité, première puissance économique et monétaire ! Et les succès s'accroissent, année après année, de l'euro à l'élargissement et aux travaux de la Convention. Mais au même moment elle montre ses faiblesses : une croissance insuffisante, une volonté politique hésitante lors de la crise irakienne, avec en toile de fond, des interrogations sur la capacité de l'Union à donner corps à un projet commun. Or tout indique que les citoyens européens attendent de leurs responsables politiques qu'ils tracent le chemin d'une Europe plus efficace, plus transparente et plus proche de leurs préoccupations quotidiennes. Nous devons répondre à cet espoir sous peine de démobiliser nos opinions publiques face à une Union européenne qui s'avérerait incapable d'apporter des réponses aux défis économiques et politiques de notre temps. Soyons justes dans notre appréciation. Les faiblesses actuelles ne constituent pas des surprises : l'Europe ne s'est pas encore donné les moyens d'une croissance forte et d'une politique étrangère à la hauteur des enjeux. L'épreuve révèle l'obstacle et les priorités nouvelles de notre action.

L'objectif de la croissance, d'abord. Nous devons définir un grand projet de modernisation de l'Europe et enclencher un cercle vertueux autour de trois grands axes.

D'abord, réformer la gouvernance économique de l'Europe. Pour être efficaces et retrouver des marges de manœuvre, nous devons parvenir à une vraie coordination des politiques économiques sans craindre d'aborder ensemble le grand débat auquel nous devons faire face : comment concilier le respect des disciplines budgétaires que nous nous sommes imposées avec la nécessité d'encourager la croissance indispensable pour moderniser nos sociétés ? Pour cela, il est indispensable qu'un Conseil propre à la zone euro soit doté d'une véritable capacité de coordination des politiques budgétaires, à commencer par la création d'un appareil statistique adapté. Il faut également fixer des perspectives financières réalistes pour la période 2007/2013 et définir les priorités à la hauteur des enjeux que doit affronter l'Europe si elle veut demain retrouver sa place parmi les grandes puissances économiques du monde.

Ensuite, accélérer notre préparation de l'avenir. Il est indispensable de forger un pôle de recherche européenne capable de faire jeu égal avec l'Amérique. Pourquoi ne pas fixer pour notre effort de recherche l'objectif ambitieux de 3 % du PIB européen ? Pourquoi ne pas se mobiliser tous ensemble autour d'un plan général de formation qui permette de développer une main-d'œuvre de qualité afin de relancer les différents secteurs de nos économies, de l'industrie aux nouvelles technologies comme dans les services ou les recherches de pointe. Dans tous ces domaines, il faut dégager des moyens et faire preuve de volonté, car il s'agit d'un investissement indispensable à moyen et à long terme. Pour préparer l'avenir, les Etats membres doivent également envisager de se doter des capacités financières, y compris en matière d'emprunt, pour mettre en place les infrastructures de transport nécessaires à la cohérence du réseau de l'Europe élargie.

Enfin, réussir l'élargissement. Après tant d'années de division artificielle, cette nouvelle unité européenne crée les conditions d'une croissance plus forte grâce à la mise en place d'un grand marché unique élargi à vingt-cinq pays. Nous ne devons pas laisser passer cette chance alors que nos économies peinent à retrouver le chemin de l'expansion. C'est pourquoi la France a plaidé avec force, au cours des dernières années, pour le succès des négociations d'adhésion ; c'est pourquoi elle entend aujourd'hui prendre toute sa part dans la réunion de la grande famille européenne. Au-delà de cette dimension économique, l'enjeu de l'élargissement c'est aussi la possibilité d'obtenir une stabilité plus grande aux frontières, de mieux pouvoir lutter contre la grande criminalité, l'immigration clandestine, le terrorisme, de créer un espace de liberté et de sécurité dans lequel les citoyens européens se sentiront à l'aise. A nous tous de relever ce grand

défi de l'unité, de la culture et de la volonté ; notre pays, pour sa part, veut se mobiliser avec tous ceux qui croient à l'avenir de l'Europe.

Second objectif prioritaire : celui d'une politique étrangère et de défense. Il correspond à des impératifs majeurs : tout d'abord, les Etats européens ont une responsabilité à exercer pour la sécurité de leurs citoyens comme pour la défense de leurs intérêts dans le monde. L'affirmation de l'Union sur la scène internationale constitue également le corollaire de son poids économique : elle dispose d'une des plus fortes monnaies existantes ; elle fournit plus de la moitié de l'aide au développement dans le monde ; elle doit donc se considérer comme un acteur majeur du système mondial. Enfin, notre ambition d'une Europe pesant sur les affaires internationales va de soi car elle correspond à nos valeurs communes. C'est parce que tous ces éléments composent l'identité européenne et fondent un projet de civilisation que l'Union doit être beaucoup plus qu'un simple espace ouvert à la libre circulation des marchandises. Elle doit porter son message haut et fort dans le monde.

C'est dans cet esprit que l'Union doit se donner les moyens de son autonomie stratégique et assumer pleinement ses responsabilités collectives dans la prévention des conflits et le règlement des crises, y compris par la mobilisation de ses moyens militaires. L'année passée a marqué une étape essentielle pour le développement de la politique européenne de sécurité et de défense. Avec l'engagement en Ituri au Congo, première opération militaire autonome de l'Union européenne, la PESD est désormais entrée dans une phase opérationnelle. C'est ainsi que nous développerons progressivement une culture d'action commune, bien au-delà des seuls aspects de défense. C'est ainsi que nous affirmerons la crédibilité de l'Union, sa réactivité face aux crises, sa valeur ajoutée pour régler des problèmes en mobilisant moyens militaires et civils.

Tous les Etats sont invités à participer au renforcement nécessaire de la PESD. Les propositions que nous avons formulées avec l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg le 29 avril dernier sont désormais sur la table, et ouvertes aux Etats qui seraient intéressés. D'autres propositions ont été avancées par nos partenaires, notamment le Royaume-Uni : nous les étudions dans un esprit constructif, avec le souci de donner à l'Europe de la défense des moyens à la mesure des défis. Il est évident que les Britanniques, qui ont joué depuis le Sommet de Saint-Malo un rôle majeur en ce sens, ont une contribution particulière à apporter dans ce domaine.

L'autonomie stratégique de l'Europe doit reposer sur une analyse commune des menaces et l'identification des moyens d'y répondre. Tel est l'objet des travaux lancés au Conseil européen de Thessalonique. L'élaboration de cette stratégie européenne de sécurité a été confiée à M. Solana. Cet exercice revêt à mes yeux une grande importance et la France entend y contribuer activement pour qu'il aboutisse, comme prévu, au Conseil européen de décembre. La lutte contre la prolifération des armes de destruction massive est une des dimensions essentielles de cette problématique. A notre initiative, des travaux substantiels sont en cours à Bruxelles pour que l'Union se dote d'une politique efficace et rigoureuse en ce domaine.

Pour atteindre ces objectifs et répondre aux attentes des citoyens européens, nous devons avancer avec méthode et détermination.

D'abord, en gagnant en lisibilité, et donc en efficacité. C'est l'un des objectifs du projet de constitution préparé par la Convention. Nous souhaitons que la Conférence intergouvernementale puisse adopter définitivement ce projet sans remettre en cause les éléments essentiels de l'architecture institutionnelle. Le travail accompli sous l'autorité du Président Giscard d'Estaing traduit un équilibre délicat mais positif : en particulier, la décision d'avoir à l'avenir une présidence fixe pour le Conseil européen et la mise en place d'un ministre européen des Affaires étrangères, doté de compétences renforcées, constituent des progrès significatifs sur la voie d'une Europe enfin capable d'occuper toute sa place sur la scène internationale.

Aujourd'hui, la volonté de la France est bien sûr de travailler main dans la main avec tous les Etats membres sans distinction entre "grands" ou "petits" : c'est là l'esprit même de la construction européenne. Mais notre ambition, c'est aussi d'aller le plus loin possible dans des domaines où l'intégration européenne nous paraît devoir être encouragée avec ceux de nos partenaires qui sont prêts à se joindre à nous. Songeons à la recherche, à l'éducation ou encore à certains secteurs industriels liés à l'espace ou à l'aéronautique. Nous devons donner à cette Europe élargie davantage de souplesse et de pragmatisme pour tirer parti de toutes les potentialités qui sont les siennes.

Il s'agit ensuite de mettre en œuvre une véritable vision stratégique pour l'Europe élargie.

Avec ses voisins les plus proches, elle doit tisser de nouveaux rapports fondés notamment sur un accès privilégié au marché européen, la participation à certaines politiques communes ou encore une collaboration étroite en matière de politique étrangère. Ceci vaut en particulier pour nos partenaires de la Méditerranée avec lesquels nous devons aujourd'hui ouvrir une nouvelle étape dans notre coopération. C'est vrai aussi de la Russie, qui a vocation à travailler de plus en plus étroitement avec l'Union européenne. Dans le domaine de la sécurité, par exemple, pourquoi ne pas envisager une association régulière et formelle de la Russie aux travaux menés à Bruxelles ? Pourquoi ne pas réfléchir à des opérations militaires conjointes ?

Au-delà de ces voisins immédiats, tournons-nous également vers nos partenaires d'Afrique, ceux d'Amérique latine ou ceux d'Asie, continent qui connaît aujourd'hui une croissance spectaculaire. A tous ces pays, l'Europe doit offrir de nouvelles perspectives de coopération face à des procédures qui ont besoin à l'évidence d'un second souffle : trop de rencontres conduisent à des conclusions sans réel contenu ; trop de négociations s'enlisent en l'absence d'un véritable dialogue permettant au préalable de définir une vision commune et des objectifs réalistes. Sortons des discours convenus : nous devons avoir l'audace de réinventer des relations extérieures de l'Union fondées sur davantage de solidarité et de justice. La France est prête à prendre toute sa part dans cette renaissance qu'elle appelle de ses vœux.

Dans cette mobilisation pour une Europe plus ouverte, plus juste et plus humaine, la France entend continuer à construire l'avenir en partenariat toujours plus étroit avec l'Allemagne, en conjuguant nos forces à tous les échelons du pouvoir et de la société. Pendant l'année qui vient de s'écouler, nos deux pays ont su conduire une collaboration exceptionnelle pour avancer, chaque fois que nécessaire, des propositions de solution face aux problèmes auxquels l'Union européenne a pu être confrontée : sur l'avenir de l'agriculture comme sur la réforme de nos institutions ou l'achèvement des négociations d'adhésion, nous avons été ensemble en initiative et cette coopération sans égal a permis de trouver les chemins d'un accord pour le bénéfice de tous.

Face au choc du 11 septembre, tous les pays d'Europe, et en particulier la France, ont fait preuve d'une solidarité totale et d'une mobilisation sans faille aux côtés des Etats-Unis, que ce soit en matière de lutte contre le terrorisme, que ce soit en Afghanistan, que ce soit dans la détermination à lutter contre la prolifération des armes de destruction massive. Pourtant, la crise irakienne a fait surgir des débats sur l'appréciation des méthodes à adopter pour répondre aux grands défis. Ensemble, il s'agit maintenant de nous tourner vers l'avenir : quel partenariat transatlantique devons-nous fonder aujourd'hui ?

Entre l'Europe et les Etats-Unis, il y a des différences, il serait vain de le nier. Nous sommes dans un environnement stratégique nouveau et certains éléments fondamentaux de notre relation ont changé : l'OTAN reste une alliance visant à défendre des intérêts de sécurité communs, mais elle n'est plus ce bouclier qui nous protégeait contre une éventuelle agression soviétique ; notre réponse aux menaces peut différer sur certains points ; notre conception du rôle des Nations unies n'est sans doute pas toujours la même.

Mais sur l'essentiel, les démocraties occidentales restent unies et solidaires. Elles ont à relever des défis communs, elles partagent une même ambition. Pour l'Europe comme pour l'Amérique, le statu quo est inacceptable en matière de démocratie et de Droits de l'Homme, car nous avons en commun les valeurs les plus fondamentales : la liberté, la tolérance, le progrès. Nous partageons également l'ambition d'une relance économique, d'un monde plus prospère et plus sûr. Pour nous tous, le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, les crises régionales font peser des risques inacceptables sur la sécurité de nos concitoyens. Nous devons aller plus loin ensemble pour mieux répondre à ces menaces.

Entre les deux grands pôles de l'ensemble transatlantique, tous deux modèles de développement et de démocratie, il y a au-delà de l'unité de valeurs et de civilisation, une grande complémentarité à exploiter. Il n'y a pas d'un côté la puissance et de l'autre la faiblesse, mais plusieurs capacités d'agir et de penser : c'est notre diversité et notre détermination qui font notre force commune. Il est dans l'intérêt des Etats-Unis de partager les risques avec l'Europe, et donc les responsabilités. Il est dans l'intérêt de l'Europe de se doter des moyens nécessaires à la traduction concrète de sa vision politique.

Nous avons devant nous une nouvelle histoire à écrire. Comme le président de la République en a déjà évoqué la possibilité, le moment n'est-il pas venu d'asseoir un nouveau partenariat euro-américain sur une Charte transatlantique ? Elle pourrait s'articuler autour de trois objectifs : la définition d'un cadre et de méthodes de concertation couvrant l'ensemble des domaines de la relation ; le développement d'actions communes afin de valoriser nos convergences ; la mise au point de procédures pour gérer au mieux nos divergences. A nous, dans cet esprit, de favoriser les contacts à tous les niveaux : hommes politiques, chefs d'entreprise, chercheurs, intellectuels. Ensemble, nous pourrons bâtir, selon la formule du poète, " la paix des peuples où sourd l'eau profonde des libertés ".

Mesdames, Messieurs,

La politique est l'art du possible. Aujourd'hui il est possible de construire un autre monde. Il est possible de bâtir un système international qui garantisse la paix et favorise le progrès économique, mais aussi social et humain. Il est possible d'édifier un ordre plus sûr et plus juste.

Et je voudrais saluer l'action de tous ceux qui font vivre l'ambition de notre pays à l'étranger, à l'instar de nos communautés françaises. Je veux saluer l'engagement de ceux qui portent loin nos idéaux : militaires présents sur le terrain, hommes de culture, associations et organisations humanitaires. Je voudrais aujourd'hui leur rendre hommage car mieux que personne nous savons à quel point nous leur devons reconnaissance.

Notre monde change, notre métier change. **La diplomatie, ce n'est pas seulement l'art d'effectuer des démarches et de prendre des positions. C'est du courage, de la lucidité, de l'action.** Chacun, dans l'ordre culturel, social, stratégique, politique ou économique, doit se situer aux avant-postes du nouveau monde.

Vous représentez la France ; vous défendez sa vision et ses intérêts. Cette mission est une mission noble, où la fierté de servir ne doit pas aller sans humilité, où l'ambition et la détermination doivent s'accompagner de dialogue et d'écoute. Et je vous demande, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, d'aller partout, à la rencontre de chacun. J'attends de vous que vous soyez la main amie, la voix fraternelle, le visage de la France auprès des nations et des peuples.

Car au fronton de ce pays marqué par l'histoire et conscient d'un temps d'épreuve, il y a inscrit très haut un devoir de vigilance, un devoir de solidarité, un devoir d'humanité. C'est aussi la règle de vie de notre métier, et je sais les sacrifices qui sont les vôtres pour accomplir avec honneur votre mission. Je sais le prix que chacun paie dans sa vie personnelle. C'est un défi sans précédent qu'il vous faut relever, qu'il nous faut relever et assumer.

Je compte sur vous.

www.geopolitis.net